

Une nouvelle vision des migrations africaines

Alors que l'on s'apprête à fêter le cinquantième anniversaire de la grande vague d'indépendance africaine, l'intégration demeure toujours complexe pour les ressortissants des Etats concernés. L'analyse de l'ENDA et de la Coordination pour l'Afrique de demain (Cade).



Une réunion d'étudiants et de diplômés maliens.



La réalité de l'immigration africaine noire en France aujourd'hui ne correspond ni à une «invasion» (en 2004, elle ne représentait que 10 % de la population immigrée) ni aux images des pirogues échouant sur les rivages du prétendu eldorado européen. 21 % de ces immigrés choisissent de s'établir au Royaume-Uni contre 15 % en France. Les profils de ces immigrants sont de plus en plus variés. Sait-on, par exemple, que du Sénégal arrivent de nombreux fonctionnaires et des étudiants ? Sait-on aussi que des femmes, ayant désormais davantage accès à l'éducation supérieure, viennent seules ? Anciens ou nouveaux immigrés veulent

contribuer au développement de leurs pays d'origine en s'organisant collectivement pour mobiliser des fonds, ou, à titre individuel, en créant des entreprises. Ainsi, au Mali, 84 associations de ressortissants de la région de Kayes, regroupées dans l'Association du Cercle de Yelimané, financent, depuis plus de trente ans, la plupart des centres de santé, des écoles et des adductions d'eau dans les villages. Or, qu'ils soient citoyens français ou résidents travaillant en France, tous restent des «immigrés» aux yeux de l'opinion, faisant souvent l'objet de stéréotypes et de discriminations multiples. D'après des études récentes (émanant de l'Observatoire des inégalités, de la Halde, ou de l'Ined), à compétences égales, une personne immigrée ou d'origine immigrée a trois fois moins de chances d'accéder à l'emploi. Ce sont d'ailleurs celles originaires d'Afrique qui subissent le plus de dis-

criminations. Face à ces difficultés multiples, certains pensent à émigrer dans un autre pays, voire au retour. Mais les conditions de réinsertion sont difficiles. C'est un aveu d'échec, car, pour ceux qui sont restés au pays, l'émigré est celui qui a réussi, et, surtout, c'est un pourvoyeur de fonds. En outre, dans des économies informelles, avec un taux de chômage élevé, les places sont rares. En témoigne le faible impact des projets de création d'entreprises individuelles sur l'emploi au sein des pays d'origine. L'ENDA et la Cade, deux organisations engagées en Afrique et en France, tentent de faire évoluer l'image de l'immigration, afin que soit reconnu l'atout qu'elle peut représenter, pour les pays d'accueil comme pour les pays d'origine.

Informations : Coordination pour l'Afrique de demain (Cade) sur www.afrique-demain.org

LES CONDITIONS DE RÉINSERTION SONT DIFFICILES